

Communiqué Convergence-Pays concernant la politique énergétique en Nouvelle-Calédonie - mars 2010

Dans son interview dans les Nouvelles (20 fév 10 ; p4), le PDG d'Eramet nous apprend qu'il n'est pas du rôle des industriels mais du gouvernement calédonien de "réfléchir en termes de développement durable". Concernant leur prochaine nouvelle usine de production d'énergie, la SLN utilisera plus "probablement" du charbon que du gaz naturel liquéfié en notant que la Nouvelle-Calédonie n'a rien fait pour orienter le pays vers ce choix⁽¹⁾.

L'association convergence pays déplore le manque d'initiative de la société Eramet sur cette thématique et espère que les élus calédoniens sauront prendre au mot l'industriel⁽²⁾. Dans son « Schéma d'aménagement et de développement pour 2025 », le Gouvernement NC souhaite justement se donner les moyens de définir la politique énergétique de la collectivité. A ce sujet, une expertise IRD est en cours (voir http://www.ird.nc/actualites/vie_du_centre.htm)⁽³⁾.

Alors que tant de bruit a été fait à Copenhague pour pas grand-chose, nous espérons que les citoyens :

- pourront disposer d'études comparatives étayées sur les risques environnementaux et bilans carbone respectifs du charbon, du gaz et des autres sources envisageables ... ,
- s'empareront de ce sujet de société,
- seront écoutés pour ces décisions qui les concernent au premier chef.

Enfin, nous constatons que cette politique énergétique du Gouvernement risque d'être définie après la construction des usines électriques de Goro, Vavouto et Doniambo, c'est-à-dire trop tard (ces investissements s'amortissant sur des décennies).

(1) : qui nécessite certes des gros investissements d'infrastructure au départ mais qui s'amortissent ensuite avec le coût moindre de cette énergie qui, de plus, émet moins de CO2 et surtout pas de soufre et autres polluants secondaires.

(2) : La SLN demande dans le même temps à continuer de bénéficier (avec un honteux chantage à l'emploi) de la rente du barrage de Yaté (le contrat actuel, qui se justifiait par l'investissement dans les années 50 de la SLN va être renégocié fin 2011). L'association Convergence-Pays est bien sur contre et demande à ce que ce soit les citoyens qui en profitent. De plus, si le Gouvernement faisait ce cadeau à la SLN, il pourrait être attaqué en justice par Vale et KNS pour concurrence déloyale.

(3) : Nous venons d'apprendre que dans l'attente de ce schéma directeur, le Gouvernement a malheureusement décidé de suspendre son aide à la filière éolienne !